Texte pseudonymisé

Avertissement: Ce document pseudonymisé a une valeur purement informative. Le document original seul fait foi.

Jugt n° 407/25
Not. 1162/25/LC

PRO JUSTITIA

Audience publique du 24 juin 2025

Le Tribunal de police de et à Luxembourg, arrondissement judiciaire de Luxembourg, a rendu le jugement qui suit

dans l'affaire Ministère Public, partie poursuivante suivant citation du 2 avril 2025,

contre

PERSONNE1.), né le DATE1.) à ADRESSE1.), demeurant à L-ADRESSE2.),

prévenu,

comparant en personne.

FAITS :

Par citation du 2 avril 2025 Monsieur le Procureur d'Etat près le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg a requis PERSONNE1.) de comparaître à l'audience publique du mardi, 3 juin 2025 à 9:00 heures, salle n° JP.1.19, devant le Tribunal de police de et à Luxembourg pour y entendre statuer sur les préventions mises à sa charge.

À l'appel de la cause à la prédite audience publique, le prévenu se présenta personnellement à la barre du tribunal.

Madame le juge-président vérifia l'identité de PERSONNE1.), lui donna connaissance de l'acte qui a saisi le tribunal et l'informa de son droit de garder le silence ainsi que de son droit de ne pas s'incriminer soi-même.

La représentante du Ministère Public, Madame Mathilde ROUSSEAU, fut entendue en ses réquisitions.

Le prévenu fut entendu en ses moyens de défense et eut la parole en dernier.

Sur ce, le tribunal prit l'affaire en délibéré et rendit à l'audience publique de ce jour, à laquelle le prononcé avait été fixé,

le jugement qui suit :

Vu le procès-verbal n° 1940/24 dressé le 29 décembre 2025 par la Police grand-ducale (Unité de la police de la route, Unité : Service intervention autoroutier UPR-SIA).

Vu la citation à prévenu du 2 avril 2025 régulièrement notifiée à PERSONNE1.).

Vu l'information donnée par courrier du 25 mars 2025 à la société anonyme SOCIETE1.) SA.

Vu l'information donnée par courrier du 25 mars 2025 à l'SOCIETE2.).

Vu l'information donnée par courrier du 25 mars 2025 à la société anonyme SOCIETE3.) SA.

Vu l'information donnée par courrier du 25 mars 2025 à PERSONNE2.).

Vu le courrier de l'SOCIETE2.) du 7 avril 2025 aux termes duquel cet organisme n'entend actuellement pas intervenir dans la procédure.

Vu l'instruction à l'audience.

Le Ministère Public reproche à PERSONNE1.) :

« Etant conducteur d'un véhicule automoteur immatriculé « NUMERO1.) » sur la voie publique,

Le 29/12/2024, vers 21:10 heures, à ADRESSE1.), sur l'autoroute A1 en direction de ADRESSE3.), sans préjudice des circonstances de temps et de lieu exactes,

1) Avoir circulé, même en l'absence de signes manifestes d'influence de l'alcool, avec un taux d'alcool d'au moins 0,5 g d'alcool par litre de sang

sans atteindre 1,2 g d'alcool par litre de sang, en l'espèce de 0,59 g d'alcool par litre de sang

- 2) *Défaut de conduire de façon à rester constamment maître de son véhicule*
- 3) *Défaut de se comporter raisonnablement et prudemment de façon à ne pas causer un dommage aux propriétés publiques ou privées. »*

Il résulte du procès-verbal de police dressé en cause qu'en date du 29 décembre 2024, vers 21:10 heures, les forces de l'ordre furent informées qu'un accident de la circulation s'était produit à ADRESSE1.), sur l'autoroute A1 en direction de ADRESSE1.). Sur les lieux de l'accident, les agents de police constatèrent qu'il y a eu une collision entre le véhicule TOYOTA dont le conducteur était PERSONNE1.) et le minivan MERCEDES dont le conducteur était PERSONNE2.). Les conducteurs impliqués dans l'accident expliquèrent à la police que PERSONNE1.) avait perdu le contrôle de son véhicule lors de la manœuvre de dépassement qu'il avait effectuée et que le véhicule TOYOTA s'était ensuite renversé. Il n'y avait pas de blessés. PERSONNE1.) et la passagère de son véhicule PERSONNE3.) étaient cependant transportés à l'hôpital en vue d'examen de contrôle. L'examen sommaire de l'haleine par éthylotest effectué sur PERSONNE1.) donna à 21:46 heures un résultat de 0,25 milligramme d'alcool par litre d'air expiré. Eu égard au résultat positif, le prévenu fut ensuite soumis à l'hôpital à une prise de sang à 23.01 heures. Aux termes d'un rapport d'expertise toxicologique du 2 janvier 2025, l'analyse donna un résultat de 0,59 gramme d'alcool par litre de sang.

Lors de son interrogatoire par la police, PERSONNE1.) expliqua que le 29 décembre 2024, il avait participé à une chasse à ADRESSE4.) et qu'il était sur le chemin de retour lorsque l'accident s'était produit sur l'autoroute A1. Il précisa qu'il avait entamé une manœuvre de dépassement du minivan MERCEDES lorsque sa copine PERSONNE3.) qui était passagère dans son véhicule l'interpellait sur le fait qu'il s'était approché trop près du minivan, de sorte qu'il avait tourné par réflexe le volant trop fort du côté gauche. Afin de ne pas heurter la glissière de sécurité, il avait à nouveau tourné le volant à droite et avait ainsi percuté le minivan. En raison de cet impact, il avait perdu le contrôle de son véhicule qui s'était renversé. Il déclara encore avoir consommé trois verres de bières de 0,3 litre pendant deux heures, la dernière ayant été consommée vers 20:10 heures.

Il résulte du procès-verbal d'audition de PERSONNE2.) que le véhicule conduit par PERSONNE1.) avait entamé une manœuvre de dépassement en s'approchant trop près de son véhicule. Afin d'éviter un impact, PERSONNE1.) avait alors manœuvré vers la gauche en se rapprochant de la glissière de sécurité et avait ensuite de nouveau manœuvré vers la droite. A

ce moment, PERSONNE1.) avait perdu le contrôle de son véhicule et avait heurté le minivan pour ensuite se renverser.

A l'audience, PERSONNE1.) réitéra ses déclarations faites devant la police et reconnut les faits libellés à sa charge et expliqua qu'il a besoin de son permis de conduire pour des raisons professionnelles.

L'article 12, paragraphe 2, point 3 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques sanctionne comme contravention grave le fait de circuler, même en l'absence de signes manifestes d'influence de l'alcool, avec un taux d'alcool d'au moins 0,5 g d'alcool par litre de sang ou de 0,25 mg d'alcool par litre d'air expiré sans atteindre respectivement 1,2 g d'alcool par litre de sang ou 0,55 mg d'alcool par litre d'air expiré.

En ce qui concerne les infractions libellées sub 2) et sub 3) à charge de PERSONNE1.), il convient de noter que l'article 140 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques prévoit, entre autres, ce qui suit :

« Les usagers doivent se comporter raisonnablement et prudemment, de façon à ne pas constituer une gêne ou un danger pour la circulation ou à ne pas causer un dommage aux personnes ou aux propriétés publiques ou privées. Tout conducteur doit conduire de façon à rester constamment maître de son véhicule (...) ».

Les infractions mises à charge du prévenu ressortent à suffisance des éléments du dossier répressif et plus particulièrement du procès-verbal dressé par la police Grand-ducale et des aveux du prévenu.

Le tribunal retient qu'il résulte des circonstances de l'accident décrites ci-dessus que le prévenu a commis des fautes de conduite en relation causale avec cet accident en conduisant de manière à constituer un danger pour la circulation, en faisant preuve d'un comportement imprudent et en causant par son comportement un dommage au véhicule conduit par PERSONNE2.), partant à une propriété privée.

Ainsi, au vu des éléments du dossier répressif, ensemble les débats menés à l'audience et les aveux du prévenu, PERSONNE1.) est convaincu des infractions suivantes retenues à sa charge, à savoir :

Etant conducteur d'un véhicule automoteur immatriculé « NUMERO1.) » sur la voie publique,

le 29 décembre 2024, vers 21:10 heures, à ADRESSE1.), sur l'autoroute A1 en direction de ADRESSE3.),

- 1) avoir circulé, même en l'absence de signes manifestes d'influence de l'alcool, avec un taux d'alcool d'au moins 0,5 g d'alcool par litre de sang sans atteindre 1,2 g d'alcool par litre de sang, en l'espèce de 0,59 g d'alcool par litre de sang,**
- 2) défaut de conduire de façon à rester constamment maître de son véhicule,**
- 3) défaut de se comporter raisonnablement et prudemment de façon à ne pas causer un dommage aux propriétés publiques ou privées.**

Ces infractions se trouvent en concours idéal, de sorte qu'il y a lieu à application de l'article 65 du Code pénal qui dispose que « lorsque le même fait constitue plusieurs infractions, la peine la plus forte sera seule prononcée ».

En ce qui concerne la peine la plus forte, il y a lieu de rappeler que l'article 12, paragraphe 2, point 3 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques sanctionne d'une amende de 25 euros à 500 euros le fait de circuler, même en l'absence de signes manifestes d'influence de l'alcool, avec un taux d'alcool qui est d'au moins 0,5 g d'alcool par litre de sang sans atteindre respectivement 1,2 g d'alcool par litre de sang, infraction considérée comme contravention grave.

D'après l'article 7, paragraphe 1 de la loi précitée, les contraventions à l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques sont sanctionnées par des amendes de 25 euros à 1.000 euros, ledit article prévoyant donc la peine la plus forte.

L'article 13.1 de ladite loi permet au juge saisi d'une ou de plusieurs infractions à la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, de prononcer une interdiction de conduire de huit jours à un an en matière de contraventions.

Au vu de la gravité des faits et en tenant compte des ressources du prévenu, il y a lieu de condamner le prévenu du chef des infractions retenues à sa charge à une amende de 400 euros. Il y a par ailleurs lieu de prononcer une interdiction du droit de conduire un véhicule automoteur des catégories A, B, C, D, E et F sur toutes les voies publiques de quatre mois à son encontre.

Etant donné que PERSONNE1.) n'a pas été, avant les faits motivant la présente poursuite, l'objet d'une condamnation excluant le bénéfice du

sursis, au vu de son repentir paraissant sincère et pour ne pas compromettre la situation professionnelle du prévenu, il ne paraît pas indigne de la clémence du Tribunal, de sorte qu'il y a lieu de lui accorder la faveur du sursis à l'exécution de l'interdiction de conduire à prononcer à son encontre.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal de police de et à Luxembourg, statuant contradictoirement, le prévenu entendu en ses moyens de défense et la représentante du Ministère public entendue en son réquisitoire :

c o n d a m n e PERSONNE1.) du chef des infractions sub 1), sub 2) et sub 3) établies à sa charge et qui se trouvent en concours idéal entre elles à une amende de 400 euros (quatre cents euros),

f i x e la durée de la contrainte par corps en cas de non-paiement de l'amende à 4 (quatre) jours,

p r o n o n c e contre PERSONNE1.) du chef des infractions établies à sa charge pour la durée de 4 (quatre) mois l'interdiction du droit de conduire un véhicule automoteur des catégories A, B, C, D, E et F sur toutes les voies publiques,

d i t qu'il sera sursis à l'exécution de cette interdiction de conduire,

a v e r t i t PERSONNE1.) qu'au cas où, dans un délai de 2 ans à dater du présent jugement, il aura commis une nouvelle infraction ayant entraîné une condamnation à une interdiction de conduire un véhicule sur la voie publique ou à une peine privative de liberté pour crimes ou délits prévus par la législation sur la circulation sur les voies publiques ou sur la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie, l'interdiction de conduire prononcée ci-devant sera exécutée sans confusion possible avec la nouvelle peine et que les peines de la récidive seront encourues dans les termes des articles 564 et suivants du Code pénal ainsi que de la législation de la circulation sur toutes les voies publiques,

c o n d a m n e PERSONNE1.) aux frais de sa poursuite pénale, liquidés à 31,40 euros (trente et un euros et quarante centimes).

Le tout par application des articles 1, 7, 12, 13 et 14bis de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, des articles 1, 2 et 140 de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies

publiques, des articles 25, 26, 27, 28, 29, 30 et 65 du Code pénal ainsi que des articles 1, 138, 145, 146, 152, 153, 154, 161, 162, 163, 386, 628, 628-1 et 628-2 du Code de Procédure pénale.

Ainsi fait, jugé et prononcé, en présence du Ministère Public, en l'audience publique dudit Tribunal de Police à Luxembourg, date qu'en tête, par Nous Anne SIMON, juge de paix, siégeant comme juge de police, assistée de la greffière assumée Fabienne FROST, qui, à l'exception de la représentante du Ministère Public, ont signé le présent jugement.

Anne SIMON

Fabienne FROST

Le présent jugement contradictoire est susceptible d'appel.

L'appel doit être interjeté dans les formes et délais prévus aux articles 172 et suivants du Code de Procédure pénale et il doit être formé par le prévenu, la partie civile, la partie civilement responsable ou leurs avocats respectifs **dans les 40 jours qui suivent la date du prononcé du présent jugement.**

L'appel se fait soit en se présentant personnellement au greffe du Tribunal de Police pour signer l'acte d'appel ou en donnant mandat à un avocat pour ce faire, soit en adressant, personnellement ou moyennant mandat donné à un avocat, un courrier électronique au greffe du Tribunal de Police de ADRESSE1.) à l'adresse électronique suivante : guichet.jpl@justice.etat.lu.

Si l'appelant est **détenu**, il peut déclarer son appel à l'un des membres du personnel de l'administration pénitentiaire, des dépôts de mendicité ou des maisons d'éducation.

L'appel sera porté devant le Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg siégeant en matière correctionnelle.